

Le spectre d'Al-Qaïda

/ Jean-Pierre Filiu Professeur associé à Sciences Po (chaire Moyen-Orient), auteur de plusieurs ouvrages publiés chez Fayard, dont *Les neuf vies d'Al-Qaïda* (octobre 2009) et *L'Apocalypse dans l'Islam*, prix Augustin-Thierry des Rendez-vous de l'histoire de Blois en 2008

Les images de l'effondrement des Tours jumelles ont été rediffusées à l'infini au cours des huit dernières années. Elles ont acquis un statut de traumatisme indépassable, tout en exerçant une fascination persistante sur des générations de spectateurs. Comme si Al-Qaïda, qui signifie en arabe « la Base », avait, ce matin du 11 septembre 2001, fait vaciller sur ses bases l'Amérique, et avec elle le monde occidental. Comme si l'écroulement du World Trade Center était le symbole de la vulnérabilité de l'ensemble d'un système et de ses valeurs.

Au-delà des décombres physiques et des macabres décomptes, cette vulnérabilité a été quantifiée en termes financiers, dont le caractère astronomique est censé illustrer la fragilité d'un mode de production. Oussama Ben Laden a affirmé que « Al-Qaïda a dépensé 500 000 dollars pour l'opération du 11-Septembre, alors que l'Amérique a perdu dans l'événement et ses répercussions, au bas mot, 500 milliards de dollars, c'est à dire que chaque dollar d'Al-Qaïda a vaincu 1 million de dollars »¹. Les sources américaines les plus sérieuses ne sont pas moins emphatiques, puisqu'elles évaluent les pertes directes de la catastrophe à 100 milliards de dollars et les pertes induites à 2 000 milliards², soit le quadruple de l'estimation de Ben Laden.

Les Tours jumelles sont devenues l'icône tragique du 11-Septembre, beaucoup plus que le Pentagone, pourtant fracassé au même moment. Seul l'écrasement contre le Capitole du quatrième avion détourné aurait pu égaler en intensité dramatique le cataclysme du World Trade Center. Mais la lutte désespérée des passagers contre le commando terroriste a frustré Al-Qaïda d'une cible politique aussi emblématique. O. Ben Laden s'est pris au jeu de sa propre propagande et il s'est mis à magnifier sa capacité de nuisance économique. Lorsque Wall Street tremble à l'automne 2008, Al-Qaïda attribue la tourmente boursière au succès de sa subversion, du fait de l'énormité des budgets engloutis en Afghanistan et surtout en Irak. Mais le monde est trop occupé à tenter de neutraliser la crise et il n'accorde pas le moindre intérêt à ces rodomontades.

1. « Message au peuple américain » d'Oussama Ben Laden, diffusé sur Al-Jazira, le 29 octobre 2004.

2. Bruce Riedel, *The Search for Al-Qaeda*, Washington, Brookings Institution, 2008, p. 1.

Durant les huit ans écoulés depuis le 11-Septembre, Al-Qaïda a concentré l'essentiel de sa terreur dans le monde islamique et l'écrasante majorité de ses victimes ont été musulmanes. Le « complot transatlantique », déjoué en août 2006 en Grande-Bretagne, visait à répliquer la dévastation du 11-Septembre, en l'amplifiant sur une dizaine de cités nord-américaines. Il a été démantelé, des centaines de millions d'usagers des transports aériens sont soumis de ce fait à des contrôles encore plus rigoureux, mais la capacité de projection d'Al-Qaïda en a été durablement frustrée.

En mal de cibles « occidentales », l'organisation de Ben Laden en est réduite, comme avant le 11-Septembre, à frapper les représentations diplomatiques dans les pays musulmans : l'ambassade du Danemark au Pakistan en juin 2008, celle des États-Unis au Yémen deux mois et demi plus tard. Et les pertes infligées sont bien plus faibles que lors du carnage perpétré par Al-Qaïda contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie en août 1998¹.

La menace d'Al-Qaïda ne peut être appréhendée sans une perception claire de sa dialectique offensive entre « l'ennemi proche » (musulman) et « l'ennemi lointain » (occidental). C'est « l'ennemi proche » qui représente l'adversaire stratégique d'Al-Qaïda : les « régimes apostats », faussement musulmans, doivent être renversés et les peuples égarés n'ont plus alors qu'à se soumettre à la loi d'airain d'une avant-garde combattante. Mais le rapport de forces militaire et social est trop défavorable à Al-Qaïda, qui cherche à attirer « l'ennemi lointain » et à l'enliser sur le territoire de « l'ennemi proche », afin de déstabiliser ce dernier. Le 11-Septembre est explicitement planifié par Ben Laden pour attirer les États-Unis en Afghanistan et les y mobiliser dans un conflit de longue durée.

Le mépris d'Al-Qaïda pour son environnement afghan l'a amené à sous-estimer la combativité de son « ennemi proche », qui a balayé le régime taliban en quelques semaines. La coopération internationale a par ailleurs permis de neutraliser la vague d'attentats programmés dans le sillage du 11-Septembre, dont le plus dévastateur devait se dérouler à Singapour. Mais l'administration républicaine a déclenché la « guerre globale contre la terreur » et « l'ennemi lointain » est ainsi tombé dans le piège d'un conflit sans ligne ni front, dont la phalange endurcie d'Al-Qaïda ne pouvait que grandir.

Le dérapage du président G. W. Bush sur la « croisade » en cours a été désastreux, l'amalgame de toutes les formes de violence politique sous le label infamant de « terrorisme » a justement fait le jeu des terroristes, l'ouverture de Guantanamo et la banalisation de la torture ont conforté la dénonciation précoce par Ben Laden de « la propagande mensongère sur les droits de l'homme »². C'est néanmoins l'invasion de l'Irak en mars 2003 qui insuffle une énergie inédite à Al-Qaïda en lui ouvrant les portes du Moyen-Orient et en lui permettant de recruter une nouvelle génération de militants, dans la région et au-delà.

Le discours néo-conservateur sur l'Irak comme « première ligne » dans la « guerre globale contre la terreur » (les terroristes « fixés » en Irak seraient ainsi détournés du territoire

1. 234 morts (dont 12 Américains) dans le double attentat du 7 août 1998 contre les ambassades des États-Unis à Nairobi et Dar es-Salam, contre 8 morts dans l'attentat du 2 juin 2008 contre l'ambassade du Danemark à Islamabad, et 16 morts dans celui du 16 septembre 2008 contre l'ambassade des États-Unis à Sanaa (la seule victime américaine était l'épouse d'un ressortissant yéménite, tuée dans la file d'attente de la section consulaire).

2. Déclaration d'Oussama Ben Laden, 23 août 1996.

américain) s'insère parfaitement dans la dialectique d'Al-Qaïda. « L'ennemi lointain » perd vite le contrôle des multiples retombées de son intervention dans l'espace de « l'ennemi proche » et la vision statique, en termes de stocks, de l'Administration Bush s'avère bien moins performante que l'analyse dynamique, en termes de flux, d'Al-Qaïda, qui a témoigné d'une remarquable capacité d'adaptation. Point n'est dès lors besoin de théories du complot ou de « choc des civilisations » pour comprendre comment une organisation d'un millier de membres a pu tenir tête à la puissance des États-Unis.

Le sénateur démocrate de l'Illinois Barack Obama, jusqu'alors inconnu, n'a pas craint de s'opposer dès l'automne 2002 au projet même d'invasion de l'Irak, car une telle guerre ne pouvait à ses yeux que « renforcer les recruteurs d'Al-Qaïda »¹. Cette opposition résolue à l'aventure irakienne l'a longtemps isolé, avant d'apparaître prémonitoire. Un de ses plus proches conseillers, Philip Gordon, a formalisé en 2007 l'impératif stratégique d'un basculement de la « guerre globale contre la terreur » vers la traque déterminée d'Al-Qaïda². Ne plus se tromper de guerre, tel a été l'engagement réitéré avec constance par l'équipe démocrate durant la campagne présidentielle de 2008, alors que les partisans de John McCain ne reculaient devant aucun artifice pour mettre en doute le patriotisme du candidat Barack Obama.

Conforté par son triomphe électoral, le nouveau président des États-Unis n'a pas eu à décréter la fin de la « guerre globale contre la terreur », car celle-ci était devenue obsolète sur la plupart de ses théâtres supposés. Il a suffi que l'administration démocrate cesse d'utiliser cette expression pour que le caractère caduc de cette vision apparaisse de lui-même. L'annonce de la fermeture de Guantanamo et le rétablissement de la prohibition de la torture ont permis de tourner une des pages les plus sombres de l'histoire contemporaine de l'Amérique. Barack Obama a repris l'initiative en direction de l'opinion musulmane, depuis son intervention sur une chaîne satellitaire arabe, au lendemain de son investiture, jusqu'à son discours à l'Université du Caire, en juin 2009. L'Islam et ses fidèles ne sont plus les victimes collatérales d'une « guerre globale » en mal de bilan, mais les principaux remparts et alliés dans la neutralisation d'une menace partagée.

Ce renversement de la perspective stratégique a déjà un impact considérable sur Al-Qaïda, dont l'isolement croissant se traduit en surenchère médiatique. Mais la militarisation persistante de la campagne contre Ben Laden et ses partisans leur offre toujours le recours de se draper dans un prestige de « combattant ». La justice espagnole a pourtant instruit au civil le procès des responsables des attentats du 11 mars 2004 à Madrid et les tribunaux français ont condamné en février 2009 le complice d'un attentat antisémite d'Al-Qaïda en Tunisie³. Les sociétés occidentales se grandissent toujours de la réponse politique apportée au défi terroriste, alors que le reniement des valeurs démocratiques fait inmanquablement le jeu de leurs adversaires. L'État de droit demeure le mieux armé contre le crime et la délinquance, qu'ils soient ou non terroristes. C'est là que réside l'authentique victoire contre la barbarie.

1. Discours de Barack Obama, 2 octobre 2002.

2. Philip H. Gordon, *Winning the right war*, New York, Times Book, 2007.

3. Christian Ganczarski, de nationalité allemande, a été condamné à 18 ans de réclusion pour complicité dans l'attentat d'Al-Qaïda contre la synagogue de Djerba, le 11 avril 2002, qui avait fait 21 morts, dont deux ressortissants français.